de S p. 100 en 1953, c'est-à-dire un peu plus que l'augmentation du montant global du revenu des particuliers. Les intérêts, dividendes et revenus nets de loyers des particuliers ont augmenté de 8 p. 100 alors que le total réuni du revenu net agricole et non agricole des entreprises non sociétaires a diminué de 5 p. 100. Les paiements de transfert de l'État (intérêts de l'État non compris) ont augmenté de 7 p. 100, et atteint 1,469 millions de dollars en 1953; l'augmentation des prestations d'assurance-chômage, des paiements de sécurité de la vieillesse et des allocations familiales forme la plus grande partie du gain. Le montant global des paiements de transfert de l'État en 1953 a beaucoup moins augmenté que l'année précédente, alors que l'avance était de 32 p. 100, du fait de l'inauguration des versements fédéraux pour la sécurité de la vieillesse.

Les impôts directs personnels ont augmenté de 109 millions de dollars ou de 8 p. 100 sur 1952, augmentation presque entièrement attribuable à la hausse des impôts prélevés sur le revenu des particuliers par le gouvernement fédéral. L'augmentation tient surtout au relèvement du revenu des particuliers qui a augmenté les perceptions d'impôts en dépit de la réduction générale du taux de l'impôt, entrée en vigueur vers le milieu de l'année. Les impôts directs, par rapport au revenu des particuliers, représentent  $7 \cdot 7$  p. 100 en 1952 et  $7 \cdot 9$  p. 100 en 1953.

Le revenu disponible des particuliers, c'est-à-dire le revenu personnel moins les impôts directs personnels, a augmenté de 855 millions de dollars ou de 5. p. 100 au regard de 1952. Les dépenses personnelles ont augmenté de 762 millions de dollars pendant ce temps de sorte que l'épargne personnelle s'est accrue de 93 millions en 1953.

